

Expansion du microcrédit

Partage international n° 125 - Février 1999

par Cielito Pascual et Diane Osborne

New York, Etats-Unis

Il fut un temps où le mouvement pour le microcrédit était la risée du système bancaire conventionnel. Et pourtant le concept d'une structure non spécifique de crédit à l'intention des plus pauvres a recueilli des suffrages si nombreux qu'on peut s'attendre à ce qu'il joue un rôle crucial dans la mécanique économique mondiale. Plus de huit millions de familles, parmi les plus pauvres de la planète, ont déjà bénéficié de tels programmes de prêts, mais il reste encore beaucoup à faire.

Environ 1 200 acteurs et défenseurs de ce nouveau concept se sont réunis en assemblée internationale il y a quelques mois à New York, dans le cadre du Sommet des conseils du microcrédit. Cette rencontre, la première faisant suite au sommet historique de 1997, à Washington, devait servir de forum aux représentants des organisations officielles comme aux jeunes entreprises; une plate-forme d'échanges de conseils et d'informations, ainsi qu'une occasion d'encouragement pour de nouvelles expériences dans ce domaine.

Cielito Pascual et Diane Osborne y assistaient pour Partage international et nous livrent ici leur compte-rendu.

« Notre présence ici veut être un témoignage de l'extraordinaire importance de ce phénomène, a déclaré James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, dans son discours d'introduction. Nous sommes en bonne voie d'user efficacement de cet instrument dans la lutte contre la pauvreté. Mais nous devons garder présent à l'esprit qu'il ne s'agit pas seulement de se féliciter des premiers succès, mais d'affronter les défis à venir. » Ces paroles, empreintes d'un optimisme prudent, ont donné le ton pour la suite du Sommet qui, durant trois jours, a vu se succéder les interventions de délégués d'une centaine de pays.

Les participants ont résumé les progrès accomplis

par la Campagne pour le microcrédit, dont l'objectif fixé pour 2005 est d'atteindre 100 millions des familles les plus pauvres de la planète – et tout spécialement les femmes – que ce soit en termes de crédit pour la création d'entreprises ou de services commerciaux. Cependant, les délégués ont souligné le fait que leurs efforts dans cette campagne risqueraient d'être affectés par deux difficultés majeures : la capacité d'expansion et de diversification de telles institutions bancaires face aux besoins mondiaux ; et celle consistant à déterminer, en termes de coût effectif, si un accroissement du nombre des programmes de crédit et des emprunteurs constitue bien le reflet d'un accroissement du nombre des familles bénéficiaires.

Il faut ajouter à cela le fait que l'argent seul n'est pas en mesure de répondre à tous les problèmes que rencontrent les exclus. Elsa Bhatt, secrétaire générale de l'Association indienne des femmes créatrices de leur propre emploi, a déclaré : « *Si les pauvres doivent vraiment participer à l'économie mondiale, il leur faut non seulement avoir accès aux ressources mais aussi aux moyens de les gérer et de se les approprier* ». L'objectif de la Campagne pour le microcrédit est clair : il ne suffit pas d'atteindre les pauvres, il est nécessaire de créer une nouvelle structure qui puisse leur offrir – particulièrement aux femmes – l'opportunité de devenir des acteurs politiques, sociaux et économiques à part entière, dans des secteurs dont on les a tenus longtemps à l'écart.

Des progrès au niveau international

« Le microcrédit est un formidable outil pour libérer les hommes et les femmes de la pauvreté et l'on devrait le classer au rang des droits humains fondamentaux », a déclaré le président péruvien Alberto Fujimori. En 1997, son engagement dans la Campagne a eu pour conséquence l'ouverture de la Banque péruvienne pour les micro-entreprises. Cette banque a ouvert ses portes avec un fichier de 34 000 clients, dont 60 % de femmes. A. Fujimori escompte que la banque atteigne les 100 000 clients d'ici l'an 2000, améliorant ainsi directement la vie d'un demi-million de personnes.

Diane Marleau, ministre de la Coopération internationale du Canada, a évoqué les trente années de soutien de son pays à la microfinance : « *Nous savons que des mesures adéquates d'investissement,*

de formation, de justes conditions d'épargne et d'une mobilisation communautaire peuvent faire toute la différence entre pauvreté et développement. » Elle a notamment annoncé que le gouvernement canadien, par l'intermédiaire de l'Agence internationale canadienne pour le développement, contribuerait pour neuf millions de francs, étalés sur une période de trois ans, à l'amélioration des services de microfinance à l'intention des pauvres de plus de 40 pays en voie de développement.

Les Nations unies ont ajouté leur énergie à l'élan du projet lorsque l'Assemblée générale a adopté, en décembre 1997, une résolution portant sur le rôle du microcrédit dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté. Cette résolution fut votée par 40 pays, et leurs ambassadeurs ont même formé un groupe, les Amis du microcrédit. Une douzaine d'organisations des Nations unies ont annoncé leur engagement en faveur des objectifs de la Campagne. Le HCR (Haut commissariat aux réfugiés) ainsi que l'Unesco (organisation pour l'éducation, la science et la culture) ont présenté leurs plans d'action visant à atteindre ces objectifs.

La Grameen Bank du Bangladesh, navire amiral et pionnier du mouvement, a dévoilé deux innovations. La première se nomme Grameen Investissements : cette institution offre aux citoyens américains la possibilité de soutenir l'effort de la banque en investissant un minimum de 1 000 dollars, plutôt qu'en faisant des dons, et cela par l'intermédiaire de la Fondation Calvert pour l'Investissement social. La totalité du capital est utilisée dans les programmes de microcrédit. Pour ce qui est de la seconde innovation, il s'agit de la collaboration - unique en son genre - de Grameen avec la compagnie Monsanto, leader mondial en biotechnologie. Cette association a donné le Centre Grameen-Monsanto pour les technologies respectueuses de l'environnement. Le premier projet du Centre est de développer des techniques appropriées, sensibles à l'équilibre écologique, pour une application dans les zones rurales du Bangladesh où les communautés agricoles visent l'autosuffisance dans la culture du maïs, du riz et du coton. On espère que ces recherches contribueront à renforcer la position économique des paysans pauvres et à améliorer la qualité de vie des zones rurales entièrement livrées à elles-mêmes.

Des progrès au niveau local

« Convaincre un pauvre qu'il est en mesure de faire un emprunt peut prendre du temps. Je ne cesse de répéter à mes collaborateurs qui travaillent sur le terrain que nous disposons de tout le temps qu'il

faut. Ainsi s'exprimait le professeur Mohammad Yunus, fondateur et directeur de la Grameen Bank, qui traite les dossiers de plus de deux millions de membres emprunteurs, à travers ses 1 100 agences réparties sur le territoire du Bangladesh.

Atteindre les plus pauvres est un effort de tous les instants, sans aucune garantie de succès au final. Chaque situation nécessite une approche à plusieurs niveaux, conçue pour des individus, des communautés, des cultures indigènes spécifiques. Les participants à la Réunion des conseils sont tous d'accord pour penser que, bien que les résultats puissent varier considérablement, l'effet global des programmes de microcrédit peut se mesurer dans l'amélioration des conditions de vie des « pauvres aptes au travail ». Les organisations suivantes ont relaté comment elles ont dû s'adapter pour répondre aux besoins de leurs clients.

1. Le microcrédit au service des très jeunes et des pauvres

Le Fonds aborigène du prêt commercial pour la jeunesse a été créé pour venir en aide aux 18-30 ans, parmi les diverses tribus indiennes isolées de la province de Manitoba, au Canada. La difficulté, dans ce programme particulier, est d'atteindre les régions rurales reculées d'une province dont la population est analphabète. Les administrateurs du programme sont sensibles aux effets possibles d'un échec sur un individu déjà handicapé par une piètre estime de soi et n'ayant aucun accès à une quelconque structure d'encadrement. Le programme prévoit une possibilité d'annuler jusqu'à 25 % des prêts - lesquels vont de 800 à 150 000 dollars, la moyenne des emprunts se situant autour de 15 000 dollars. La clé de l'efficacité d'un tel programme réside dans les consultations préliminaires à tout dossier et à son suivi.

2. Le microcrédit au service des jeunes femmes pauvres du Bangladesh

Bien que ce pays serve souvent d'exemple, principalement grâce au succès de la Grameen Bank, Najma R. Sharif, une Bangladeshi enseignant l'économie en tant que maître-assistant à l'Université Ste Marie, au Canada, est intervenue pour parler des obstacles rencontrés dans le processus du microcrédit dans son pays comme dans le reste du monde : *« Ce sont les préjugés culturels d'une société machiste qui gênent l'accès des femmes à ces programmes. »* Dans de nombreux cas, l'information n'atteint pas les femmes, qui en ont pourtant tellement besoin. Dans une culture qui met l'accent sur le mariage, les femmes n'ont généralement pas de pouvoir de décision concernant les ressources

familiales. Les conseillers financiers ont constaté que, même si un crédit est accordé à une femme, le contrôle de ce capital peut être usurpé par le mari et l'argent utilisé par exemple pour l'éducation et la nourriture exclusive des fils de la maison.

De nombreux facteurs entrent en jeu dans l'octroi d'un crédit destiné à des femmes pauvres, au Bangladesh ; le plus important d'entre eux étant la volonté et la capacité de la communauté à éduquer les siens et à permettre aux jeunes femmes de prendre le contrôle de leur vie.

Mettant l'accent sur le pouvoir du microcrédit de transformer la vie des femmes, Noeleen Heyzer, directrice de l'Unifem (Fonds de développement des Nations unies pour les femmes), a déclaré : « *Je suis persuadée que la microfinance, correctement employée, peut devenir l'outil capable d'aider les femmes à devenir des décideurs économiques importants.* »

3. Le microcrédit au service des anciens prisonniers

Lynn Hubard, directrice de l'Institut pour la spiritualité mondiale, a travaillé dans la région de Chicago avec des prisonniers récemment libérés. En prison, les individus qui arrivent au terme de leur peine partagent leurs plans d'avenir avec un conseiller spirituel. Lynn Hubard est convaincue que les ex-prisonniers sont des candidats parfaits pour le microcrédit, mais que le système est souvent réticent à intégrer cette catégorie de population dans ses configurations bancaires. Son organisation aide les prisonniers tout au long du processus d'emprunt et enseigne aux institutions microfinancières à prendre en compte les besoins des ex-prisonniers qui commencent une vie nouvelle.

4. Réparer les dommages causés par l'apartheid

La SEF (Fondation pour les petites entreprises) s'est mise au service des populations rurales du nord de l'Afrique du Sud, une des régions les plus touchées par les précédentes politiques de ségrégation : 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et 40 % avec moins de la moitié de ce seuil.

« *Si vous ciblez la pauvreté, vous devez concevoir un programme destiné exclusivement aux pauvres, vous ne pouvez pas mêler les pauvres et les autres dans le même programme: le plus riche aura toujours tendance à donner le pas, ce qui a pour conséquence d'évincer le plus pauvre.* Sur les 20 000 dossiers de prêt traités par la SEF, seulement sept affichent débiteurs », a déclaré John de Wit, le dirigeant de la SEF.

Nous devons partager la planète

Pour l'ensemble des participants à ce Sommet du microcrédit, le potentiel de ce système pour créer des solutions durables à la pauvreté des deux tiers de l'humanité est très clair. Leur tâche est maintenant de convaincre plus de gouvernements, plus d'entreprises industrielles ou commerciales, plus de donateurs, et d'une manière générale l'ensemble des citoyens.

Susan Davis, directrice exécutive du EDO (Organisation des femmes pour l'environnement et le développement) a résumé cela très simplement, au cours d'une conférence de presse : « *Chacun d'entre nous a un énorme travail à effectuer pour prendre conscience de notre façon de vivre, travailler, aimer et partager la planète. C'est de cela dont il s'agit.* »

Auteur : Cielito Pascual et Diane Osborne,
Thématiques : [Société](#), [femmes](#), [Économie](#)
Rubrique : [Divers](#) ()